



# « Leur capacité à gagner les bras de fer est démontrée » : Nexperia, quand la Chine donne une leçon industrielle à l'Europe

Par Lucas Mediavilla

Il y a 13 heures

Semi-conducteurs



Un employé travaille avec une plaquette dans une chaîne de production de la société néerlandaise de semi-conducteurs Nexperia, à Hambourg, en Allemagne, le 27 juin 2024. *Fabian Bimmer / REUTERS*

**RÉCIT - L'État néerlandais a déclenché la fureur de Pékin en reprenant début octobre le contrôle de cette société de semi-conducteurs détenue par un groupe chinois. La situation s'est apaisée ces dernières semaines, mais illustre l'impuissance de l'UE.**

La filière automobile peut enfin souffler. L'Europe, elle, va continuer de trembler. Après un mois d'escalade commerciale d'une rare intensité entre Bruxelles et Pékin, les exportations de puces de Nexperia, assemblées en Chine, ont finalement repris en fin

de semaine dernière. Un soulagement à la hauteur des angoisses, fin octobre, lorsque constructeurs et équipementiers ont cru voir revenir le fantôme des années post-Covid : celui des chaînes de production paralysées par la pénurie de composants.

Au cœur de la tempête, donc, ce fabricant de composants basé à Nimègue, pris dans les feux de la géopolitique commerciale entre le gouvernement néerlandais, celui de son actionnaire chinois et Washington. Le 12 octobre, Amsterdam ouvrait un front inédit contre Wingtech, qui a racheté Nexperia en 2018. Évoquant les failles de gouvernance de l'actionnaire chinois et le risque de fuite d'informations confidentielles sur les puces électroniques vers la Chine, le gouvernement local et son ministre du Commerce, Vincent Karremans, actionnait un dispositif inédit dans l'histoire du royaume, le Good Availability Act.

Créé en 1952, ce texte permet à l'exécutif de mettre son veto sur les décisions d'un conseil d'administration d'une société locale et de prendre in fine le contrôle de cette dernière en cas de risque imminent pour la sécurité nationale. L'exécutif néerlandais s'inquiétait, entre autres mais pas seulement, du déplacement de ses capacités de production en Chine, qui auraient mis l'industrie européenne dans une situation de grande vulnérabilité en cas de besoin urgent sur l'approvisionnement.

## Différents sujets d'inquiétude

De forts soupçons entouraient également le PDG de Wingtech, Zhang Xuezheng. Une poignée de jours avant la décision de l'exécutif, une cour de justice néerlandaise soupçonnait une mauvaise gestion de l'entreprise sous la houlette de ce dernier, par ailleurs déjà condamné par le passé pour des chefs d'espionnage. Le management néerlandais de Nexperia avait notamment signé une pétition pour l'écarter. *« Il y a eu plusieurs sujets cumulatifs : l'aspiration des avoirs de Nexperia à des fins d'enrichissement personnel, le déplacement des capacités de production ainsi que le transfert de propriété intellectuelle »*, témoigne Mathieu Duchâtel, directeur des études internationales à l'Institut Montaigne.

La reprise de contrôle par Amsterdam, qui aboutissait à la suspension automatique du PDG, est alors saluée dans une industrie européenne des semi-conducteurs régulièrement pillée par ses rivaux chinois. *« Nous sommes tous impressionnés par la décision des Pays-Bas, on ne savait pas que c'était possible »*, soulignait en octobre, auprès du *Figaro*, un cadre français de STMicroelectronics.

Mais l'actionnaire chinois n'allait pas en rester là. Évidemment sourd aux questions sur l'enrichissement personnel du PDG, sa mauvaise gestion ou les transferts de technologie, Wingtech dénonçait aussitôt après la décision du gouvernement local une « *intervention excessive motivée par des préjugés géopolitiques plutôt que par une évaluation des risques fondée sur des faits* ».

## L'ombre des États-Unis

Une façon de pointer aussi l'interventionnisme insistant des États-Unis dans le dossier. Wingtech est dans le viseur de Washington depuis quelques années. En décembre 2024, le groupe avait d'ailleurs été placé sur une liste d'entreprises chinoises avec lesquelles les entreprises américaines ne peuvent pas commercer librement. En juin, les États-Unis avaient réclamé la tête du directeur général chinois de l'entreprise. En septembre, enfin, Nexperia a été ajouté à l'« Entity List », la liste noire du département américain du Commerce, qui soumet des entités à des exigences spécifiques en matière de licence pour l'exportation.

Si le gouvernement néerlandais n'a pas officiellement lié sa décision aux sanctions américaines, il n'est évidemment pas exclu que l'utilisation du Good Availability Act n'ait été l'objet d'une coordination avec Washington, remarque un bon connaisseur du dossier. Cette inclusion à l'Entity List, plaçant de facto Nexperia sous le régime de nombreux contrôles pour vendre aux acteurs américains, aurait également été un frein à son expansion.

Wingtech, de son côté, a rapidement plaidé sa cause auprès de Pékin, et obtenu le 13 octobre la mise en place d'un système de contrôle à l'export vers l'Europe des composants Nexperia produits dans son site du Guangdong, représentant 50 % des volumes. De quoi mettre dos au mur la filière automobile, et obliger les gouvernements néerlandais et allemand mais aussi la Commission européenne à transiger.

## Une victoire en trompe-l'œil

Après quelques jours de flottement, Nexperia a finalement bénéficié de la rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping fin octobre, laquelle a débouché sur une pause dans les sanctions mutuelles entre les deux superpuissances. Pékin a alors redémarré les exportations de puces Nexperia, accordant début novembre une exemption de douze

mois pour les puces Nexperia seulement pour un usage civil. Le gouvernement néerlandais a lui aussi fait preuve d'ouverture, en faisant miroiter la neutralisation de sa mesure prise le 12 octobre.

Pour les Pays-Bas, le redémarrage de la pompe aux exportations est une victoire en trompe l'oeil. « *Ce qui a été obtenu peut paraître très positif, mais rien ne garantit que la Chine ne reviendra pas sur ces garanties après cette pause temporaire* », souligne Mathieu Duchâtel. S'il fallait régler l'urgence de la filière automobile, Wingtech devrait a priori récupérer prochainement le contrôle de l'entreprise néerlandaise. Pékin est, selon l'agence Reuters, en train de convaincre l'Allemagne et l'Europe de pousser Amsterdam à retirer sa prérogative du Good Availability Act.



## **Petit à petit, ils sont en train de construire un régime de contrôle des exportations dont les résultats sont extrêmement efficaces en matière de négociation**

Mathieu Duchâtel, directeur des études internationales à l'Institut Montaigne

Avec un acteur comme Nexperia à sa main, la Chine dispose d'un nœud coulant qu'elle peut serrer à sa convenance pour faire pression sur l'industrie automobile et obtenir des concessions. Et ce sans même compter les dégâts qu'elle peut faire avec l'arme des terres rares, dont elle a toujours le monopole dans le raffinage. « *Petit à petit, ils sont en train de construire un régime de contrôle des exportations dont les résultats sont extrêmement efficaces en matière de négociation* », insiste Mathieu Duchâtel.

## **Répondre à la Chine**

Ce dernier rappelle d'ailleurs que, dans le cas de l'entreprise néerlandaise, le régime de l'exemption ne concerne que les puces à usage civil. De quoi offrir tout un éventail de mesures à Pékin pour s'immiscer de facto dans la stratégie de défense européenne. « *Qui obtiendra des licences d'exportations de puces, qui ne les obtiendra pas, de quelles informations sensibles va bénéficier Pékin pour en juger ?* », s'interroge encore cet expert.

Les questions de propriété intellectuelle et d'accès de la Chine aux technologies européennes restent entières. Selon plusieurs médias américains, la filiale chinoise de Nexperia serait en train d'organiser une scission vis-à-vis de sa maison mère, en refusant de valider ses paiements ou en ignorant ses instructions. « *On en arrive toujours aux mêmes conclusions, la capacité de la Chine à gagner des bras de fer* », indique Mathieu Duchâtel.



## **Les stocks sont encore trop faibles et les approvisionnements sont insuffisamment diversifiés. La Chine en joue d'une certaine manière, c'est une arme pour tordre le bras dans le rapport de force**

Mathieu Duchâtel, directeur des études internationales à l'Institut Montaigne

L'autre leçon est que, trois ans après la crise des semi-conducteurs dans la filière automobile, la situation est toujours aussi tendue. En témoigne la rapidité avec laquelle l'industrie est montée au créneau face à une situation ne touchant pourtant qu'un seul de ses fabricants. « *Les stocks sont encore trop faibles et les approvisionnements sont insuffisamment diversifiés. La Chine en joue d'une certaine manière, c'est une arme pour tordre le bras dans le rapport de force* », explique encore l'expert de l'Institut Montaigne.

De quelle marge de manœuvre dispose l'Europe pour répliquer ? À entendre un bon connaisseur des arcanes européens, si la direction générale du commerce est « *lucide* » sur la situation face à la Chine, la riposte tarde encore à se manifester. « *Il y a un sujet de défense commerciale qui n'est pas suffisamment pris en compte. La Commission pourrait menacer la Chine de pertes d'accès au marché européen pour ses produits, car Pékin estime aujourd'hui que son accès est garanti. Cela demande de la détermination ainsi qu'une orchestration sur plusieurs années.* »

### **La rédaction vous conseille**

- **Les Pays-Bas défient la Chine en reprenant de force le contrôle de leur fabricant de puces Nexperia**
- **Télécoms : l'Europe entame un bras de fer avec la Chine sur les brevets**
- **Comment Taïwan mène une discrète «diplomatie des semi-conducteurs» en Europe**



## Sur le même thème

**L'industrie automobile européenne menacée par une pénurie de puces 🇫🇷**



**Puces : malgré la tempête géopolitique, ASML et TSMC continuent de surfer sur l'IA 🇫🇷**



**Semi-conducteurs : le français Soitec va perdre son directeur général Pierre Barnabé 🇫🇷**



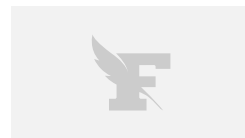
**Puces : les États-Unis verrouillent les exportations de TSMC vers la Chine**



**Puces : pourquoi Donald Trump et SoftBank volent au secours d'Intel, le géant des semi-conducteurs 🇫🇷**



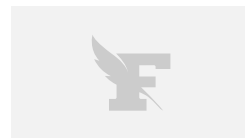
**Donald Trump secoue l'industrie des puces, avec la menace de droits de douane délirants de 100 % 🇫🇷**



**« Il n'y a pas de souveraineté sans maîtrise du semi-conducteur » : Bruno Le Maire appelle à un plan d'action pour l'industrie européenne des puces 🇫🇷**



**«Nvidia sait que le mur énergétique et économique est là»: pourquoi la guerre des puces avancées n'est pas perdue pour l'Europe 🇫🇷**



**Puces électroniques : dans les coulisses du Leti, le laboratoire du CEA que nous envient les États-Unis 🇫🇷**



**«On a eu la folie des grandeurs»: après l'euphorie post-Covid, STMicro pas loin du court-circuit 🇫🇷**



